

**20 mai 2006**

## **La bourgeoisie québécoise à la recherche d'un nouveau cadre partidaire**



En Amérique latine, en France, aux États-Unis, en Ontario, au Québec, de nouvelles forces sociales — autochtones, paysans, informels, étudiants, minorités visibles, écologistes — prennent le devant de la scène pour compenser l'affaiblissement et les défaites syndicales. Au Québec, après l'écrasement sans riposte des syndicats des secteurs publics et parapublics, puis la capitulation des syndicats des garderies pour l'équité salariale, et même l'annulation du Forum social québécois faute d'appui syndical et populaire, la mouvance écologique se cristallise sur la question du Mont Orford, une lutte antinéo-libérale contre la privatisation. Mais ce ne sera pas aussi facile que le cas de l'annulation de la centrale thermique du Suroît.

Après avoir réglé son compte au mouvement syndical, le gouvernement Libéral se sent la force de régler son compte au mouvement environnementaliste qui, même s'il est capable de grandes mobilisations quasi spontanées, est faiblement organisé comparativement au mouvement syndical, encore plus divisé que celui-ci et a des directions qui sont même encore plus modérées que les directions syndicales. Ce serait en effet une erreur d'appréciation que de penser que la privatisation d'une partie du parc du Mont Orford est une autre bavure Libérale.

C'est au contraire une provocation calculée pour écraser le dernier secteur du mouvement social québécois encore capable de mobilisation sérieuse. Car si la bourgeoisie n'y arrive pas, pourraient être compromis des projets de grande envergure comme l'autoroute 25, les ports méthaniers de Beaumont et de Gros-Cacouna, l'harnachement hydroélectrique de toutes les rivières du Québec et le saupoudrage d'éoliennes de toutes ces côtes et autres lieux venteux.

Si le parti Libéral parvient à ses fins, ce qui est fort possible, ce sera sans doute au prix de son électivité. Le PQ devrait être l'alternance normale et bienvenue par la bourgeoisie même au prix d'une hypocrite manifestation de mauvaise humeur de sa part à la fois nécessaire à la crédibilité populaire du PQ et un avertissement contre une autre aventure référendaire. Mais voilà que les

sondages annoncent plutôt une montée des trois tiers partis, surtout Québec solidaire et les Verts.

L'élite bien pensante, Devoir en tête, s'inquiète de cette instabilité annoncée. Un sondage maison faite sur mesure servant de prétexte, Le Devoir voudrait utiliser le catalyseur Lucien Bouchard, pseudo chef charismatique dont la majorité de la population rejette le Québec « lucide » et les solutions ponctuels de Casino dans le Sud-Ouest et de CHUM dans la gare de triage, pour établir une nouvel équilibre « à la canadienne ». La scène politique se recomposerait en quatre partis, soit :

- ✓ un parti Libéral franchement fédéraliste et parti « normal » de la bourgeoisie dont la nouveau mode de scrutin proportionnel tronqué valoriserait le bloc électoral anglophone autrement gaspillé ;
- ✓ une nouvelle Union nationale, à la fois autonomiste-souverainiste et conservatrice, bâtie sur les ruines de l'ADQ et ralliant les « boisclairistes » et les « pragmatiques » n'en pouvant plus de supporter la schizophrénie d'un programme péquiste, à leurs yeux trop indépendantiste et trop à gauche ;
- ✓ un NPD québécois social-libéral d'abord et souverainiste par nécessité, ce que consoliderait le ralliement de la minorité péquiste social-démocrate, dont SPQ-libre, et des « purzédurs » du PQ à Québec solidaire ;
- ✓ finalement un parti Vert fédéraliste « ni gauche ni droite ».

Ainsi les quatre combinaisons possibles du binôme droite/gauche et fédéraliste/nationaliste seraient-elles représentées et rendues viables par la proportionnelle tronquée. Ce nouveau cadre partidaire, devenu nécessaire par suite de la trop grande contradiction entre, d'une part, les aspirations populaires redistributives et écologiques et, d'autre part, l'unanimisme néolibéral des partis présents à l'Assemblée nationale, ajouterait le social-libéralisme et le vert-libéralisme comme options politiques. Cet équilibre souhaité barrerait la voie à l'émergence d'un parti anticapitaliste et indépendantiste.

On a constaté le drame de cette absence au Brésil et en Argentine où un nouveau parti, le PT, a renié la totalité de son programme et où l'ancien parti péroniste a rempli le vide créé par le grand soulèvement de 2000-2001. Même au Venezuela et en Bolivie, dans la mesure où la révolution bolivarienne et le MAS d'Evo Morales avancent toujours c'est à cause de la poussée par en bas des mouvements sociaux car ces gouvernements, malgré certains de leurs discours « socialistes », ne remettent nullement en question le capitalisme y inclus la dictature du capital financier. Leurs demi-nationalisations et constitutionnalisme populaire, dont il faut appuyer fortement les aspects redistributifs, démocratiques et anti-impérialistes, relèvent davantage d'une tentative utopique de construire un « capitalisme andin » pour se tailler une place dans le marché mondial aux dépens des grandes puissances mondiales et des petites puissances d'Amérique latine.

Au Québec, le nouveau parti Québec solidaire n'est pas ce nouveau parti politique anticapitaliste et indépendantiste de masse et n'évolue pas dans cette direction. Sans plate-forme ni programme, il refuse d'appuyer le retrait des troupes canadiennes de l'Afghanistan et ouvre la porte à l'économie sociale comme alternative aux cliniques de santé privées. Même comme espace politique où pourrait se regrouper l'ensemble des anticapitalistes, il tend à se refermer sous le coup de suspension politique et d'ultra-verticalisme d'un processus d'élaboration de la plate-forme où les instances de base du parti n'interviennent qu'en fin de course. C'est là la résultante d'un parti qui est la convergence :

- ✓ d'Option citoyenne, expression électoraliste du mouvement des femmes après qu'il eut abandonné la rue suite à l'échec initial de la lutte pour le salaire minimum à 8.50\$ l'heure en 2000 alors que cette lutte très populaire aurait permis la construction d'un grand front antinéo-libéral dans la rue ;
- ✓ de l'Union des forces progressistes, produit de la mobilisation altermondialiste contre la ZLÉA au moment du Sommet des Amériques en avril 2001 qui a évolué rapidement d'un potentiel parti antinéo-libéral « des urnes et de la rue » vers un parti électoraliste et verticaliste.

Tous deux ont complètement raté la mobilisation des secteurs public et para-public de l'automne 2003 à décembre 2005. Option citoyenne et l'UFP se sont murés dans un silence quasi-complet sur ses enjeux et sur la stratégie suicidaire des directions syndicales qui ont cru jusqu'au bout, jusqu'au ridicule, à la concertation dans laquelle le PQ les avait endormies au point de renoncer à l'unité combative du Front commun.

On serait cependant surpris que ce cadre partidaire souhaité par la bourgeoisie éclairée puisse se construire ou durer. L'ampleur des doubles déficits budgétaire et du compte courant étasuniens, combiné aux enlissements iraquien et afghan dans lequel le Canada se fourre à son tour, sur fond de profonds déséquilibres écologiques allant s'accroissant annonce une profonde crise généralisée du néolibéralisme guerrier. Aux anticapitalistes de se cristalliser, et non de se diluer ou de baisser la tête, pour saisir la balle au bond.

**Marc Bonhomme, 20 mai 2006**